

Non aux expulsions, à la baisse des APL, à la casse du logement social...

Un toit pour tou(te)s, baisse des loyers et des charges, réalisation annuelle de 200 000 vrais HLM ...

Marche Samedi 10 Octobre RV 15h à République - PARIS

Dans toute l'Europe le logement pour tous est attaqué. Nous nous associons à la semaine européenne contre les expulsions et la mobilisation des logements vides lancée par la Coalition européenne pour le droit au logement et à la ville dans x pays.

En France, le Gouvernement veut réduire l'APL de nombreux ménages à bas revenu, supprimer des aides à la pierre pour les HLM ... les mouvements sociaux du logement et de défense du logement social se mobilisent, et marchent en direction de l'Assemblée, où vont commencer les débats budgétaires.

Menaces sur le financement des HLM :

Le projet de budget 2016 menace de réduire à nouveau les aides à la pierre pour construire des HLM. Il prévoit aussi de réduire les allocations logement des ménages modestes qui payent des loyers élevés ! Déjà cet été, le taux du Livret A est passé à 0,75% au risque d'une décollecte massive déstabilisant les moyens de financement du logement social, tout comme la réforme du 1% logement .

Pour compenser la baisse des financements externes, les bailleurs sociaux doivent financer la construction avec leurs fonds propres, c'est à dire l'argent des locataires, au détriment d'un meilleur entretien des logements... ou avec la vente de logement, c'est à dire leur privatisation.

Mobilisation des fonds publics pour réaliser 200 000 vrais HLM par an !

Les expulsions sont en hausse constante et menacent jusqu'à la trêve hivernale:

Tout l'été des familles avec enfants, locataires, réfugiés, migrants... ont été expulsées. Des campements ont été installés dans plusieurs villes en Ile-de-France, Paris, et dans les grandes villes régionales. Alors qu'il y a 1,8 millions de demandes HLM non satisfaites en France, que les dispositifs d'hébergement sont saturés, que le nombre de sans abris augmente, que le Gouvernement peine à faire face à l'arrivée des réfugiés, les expulsions sans relogement ni hébergement se poursuivent laissant des familles entières à la rue, y compris des prioritaires DALO et ce au mépris de la loi. C'est inadmissible !

Non aux expulsions, réquisition des logements vides, respect de la Loi DALO et des mesures de protections contre les congés abusifs et les logements indécents.

Jamais les loyers n'ont été aussi chers dans notre pays, accablant les classes populaires. Plutôt que de généraliser l'encadrement des loyers privés (Loi ALUR) dans toutes les agglomérations, le gouvernement ne l'applique qu'à Paris. De plus, il continue à accorder plusieurs milliards d'euros de cadeaux fiscaux aux riches pour se constituer un patrimoine locatif. **Encadrement et baisse des loyers et des charges, partout ! Suppression des cadeaux fiscaux pour les riches !**

La spéculation et la crise du logement frappent les quartiers populaires :

Pour soutenir les promoteurs, le gouvernement relance l'accession à la propriété, au lieu de financer la réhabilitation, l'entretien et la construction des HLM. Un projet de loi prévoit de renforcer la discrimination sociale dans l'attribution des HLM notamment contre le relogement des prioritaires DALO dans les quartiers populaires. **Non aux discriminations sociales et à la spéculation immobilière !**

TOUS ENSEMBLE POUR LE LOGEMENT !

A l'appel de (plate forme logement des mouvements sociaux) Logement : ACDL, Advocacy, AFVS, Bagagérue, CAHL 94, CAL, Copaf, CoL3e, CoL14e, CSF, CGL, DAL...

Syndicats: CGT, FSU, Sud Santé Sociaux, SAF, Syndicat de la Magistrature, UNEF, Union Syndicale Solidaires, USP ... Solidarité : AITEC, ATTAC, AC !, CNAFAL, Fondation Copernic, MRAP, ATMF, FTICR ...

Avec le soutien de : (partis)